

- vrijdag 1 mei 2020 - Feest van de Arbeid;
- donderdag 21 en vrijdag 22 mei 2020 - Hemelvaart;
- zondag 31 en maandag 1 juni 2020 - Pinksteren;

2° facultatieve verlofdagen :

- van maandag 28 oktober tot zondag 3 november 2019 (Allerheiligen - Herfstvakantie);
- van maandag 24 februari tot zondag 1 maart 2020 (Krokusvakantie - ontspanningsverlof);

3° vakanties :

- van maandag 23 december tot zondag 5 januari 2020 (Kerstvakantie - wintervakantie);
- van maandag 6 april tot zondag 19 april 2020 (Paasvakantie - voorjaarsvakantie).

**Art. 5.** De zomervakantie begint op 1 juli 2020.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

**Art. 7.** De Minister van Kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 27 maart 2019.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/11917]

### 3 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant une Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, l'article 87, § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 78 ;

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, l'article 126 ;

Vu l'avis n° 172 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 15 janvier 2019 ;

Vu le test « genre » du 8 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2019 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 février 2019 ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu l'avis n° 65.508/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la commission de surveillance, créée par l'article 73 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et par l'article 121 du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, présidée par le délégué général aux droits de l'enfant ;

Considérant que les deux décrets précités prévoient de confier à une commission indépendante la surveillance des institutions publiques de protection de la jeunesse et des centres communautaires prenant en charge les jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement ;

Considérant que les principes essentiels régissant cette commission de surveillance sont fixés par les deux décrets précités mais qu'il appartient toutefois au Gouvernement de les compléter, notamment pour ce qui concerne les incompatibilités destinées à garantir l'indépendance de ses membres, la procédure de nomination, les modalités de rétribution et les causes de révocation de ces derniers, objet du présent arrêté ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret du 18 janvier 2018 » : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

2° « décret du 14 mars 2019 » : le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement ;

3° « lieu de privation de liberté » : toute institution publique de protection de la jeunesse au sens du décret du 18 janvier 2018 et tout centre communautaire prenant en charge les jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement au sens du décret du 14 mars 2019.

CHAPITRE 2. — *Composition*

**Art. 2.** La commission de surveillance, instituée par l'article 73 du décret du 18 janvier 2018 et par l'article 121 du décret du 14 mars 2019, est composée, outre le délégué général qui la préside, de six membres, répartis comme suit :

- 1° un magistrat de la jeunesse du siège ;
- 2° un avocat ;
- 3° un médecin spécialisé en psychiatrie infanto-juvénile ;
- 4° un titulaire d'un master en sciences psychologiques ;
- 5° un titulaire d'un master en criminologie ;
- 6° un titulaire d'un master en sciences de l'éducation.

Un membre suppléant est désigné pour chaque membre effectif.

**Art. 3.** En vue de la désignation des membres de la commission de surveillance, le secrétariat organise un appel public à candidatures.

Au terme de cet appel, le Gouvernement communique au Parlement une liste comprenant ses propositions pour trois mandats effectifs et trois mandats suppléants à raison de deux candidats par mandat à pourvoir.

Le Parlement procède ensuite à la nomination des membres selon la procédure qu'il détermine.

**Art. 4.** Les membres de la commission de surveillance disposent d'un casier judiciaire exempt de condamnations pour un crime ou un délit.

Ils joignent à leur candidature un extrait de casier judiciaire visé aux articles 595, alinéa 1<sup>er</sup>, et 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, datant d'au maximum un mois.

**Art. 5.** La qualité de membre de la commission de surveillance est incompatible avec celle :

- 1° de commissaire européen, de membre d'un gouvernement fédéral, régional ou communautaire, de gouverneur de province, de député provincial, de membre d'un collège du bourgmestre et échevins ;
- 2° de membre du cabinet d'un mandataire visé sous 2° ;
- 3° de membre du Parlement européen, d'une assemblée parlementaire fédérale, régionale ou communautaire, de conseiller provincial, de conseiller communal ou de conseiller de l'action sociale ;
- 4° d'attaché d'un mandataire visé sous 4° ;
- 5° d'agent des services du Gouvernement, même détaché ;
- 6° de membre d'un service public ou agréé prévu par ou en vertu du décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019 ;
- 7° de membre de l'organe de recours indépendant prévu par le décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019.

Le membre de la commission de surveillance, ne peut pas avoir été pénalement condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, ne peut pas être membre d'un organisme, d'une association, d'un parti ou d'un groupe politique qui marque une hostilité manifeste ou qui a été condamné pénalement, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, et par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

**Art. 6.** Le Parlement peut mettre fin au mandat d'un membre de la commission de surveillance ou le révoquer suivant une procédure qu'il détermine.

Si en cours de mandat, un membre de la commission de surveillance démissionne ou cesse pour une raison quelconque d'en être membre, le Gouvernement communique au Parlement une liste comprenant ses propositions pour le mandat à remplacer à raison de deux candidats.

Le Parlement procède ensuite à la nomination de ce membre selon la procédure qu'il détermine.

Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

CHAPITRE 3. — *Fonctionnement*

**Art. 7.** La présidence des réunions de la commission de surveillance est assurée par le délégué général.

Le président organise, dirige et conclut les débats.

Il motive les avis rendus en collaboration avec le secrétariat.

La commission de surveillance désigne en son sein un vice-président.

**Art. 8.** Le secrétariat de la commission de surveillance est assuré par un agent des services du Gouvernement.

En concertation avec le président, le secrétariat est chargé :

- 1° de la fixation et de la tenue de l'ordre du jour des réunions, de la vérification des règles de quorum et de la rédaction du procès-verbal ;
- 2° de veiller à la motivation des avis rendus ;
- 3° le cas échéant, de veiller au respect du règlement d'ordre intérieur.

**Art. 9.** La commission de surveillance ne délibère valablement que si au moins la moitié des membres sont présents.

**Art. 10.** La commission de surveillance se prononce à la majorité simple des membres présents.

En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

**Art. 11.** La commission de surveillance peut, pour chaque point inscrit à son ordre du jour, décider d'entendre toute personne qu'elle estime utile à sa décision et de faire appel aux services d'experts indépendants.

**Art. 12.** Les membres de la commission de surveillance s'abstiennent de participer à toute délibération, visite ou procédure de conciliation dans laquelle ils ont un intérêt personnel ou dans laquelle leur conjoint, leurs parents ou leurs alliés jusqu'au troisième degré inclus, a pareil intérêt.

**Art. 13.** En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

En cas d'empêchement ou d'absence du président ou dans l'attente de son remplacement, ses missions sont remplies par le vice-président.

**Art. 14.** La commission de surveillance établit son règlement d'ordre intérieur qui précise ses modalités de fonctionnement.

Une copie du règlement d'ordre intérieur est transmise au ministre.

#### CHAPITRE 4. — Missions

##### Section 1<sup>ère</sup>. — Contrôle et visites

**Art. 15.** La commission de surveillance détermine dans son règlement d'ordre intérieur la répartition des visites entre les membres et la période maximale pendant laquelle un membre visite le même lieu de privation de liberté.

**Art. 16.** Le membre de la commission de surveillance établit un rapport de chaque visite qu'il effectue.

Les rapports des visites sont conservés par le secrétariat.

**Art. 17.** Le membre de la commission de surveillance qui constate un dysfonctionnement grave ou une violation des dispositions du décret du 18 janvier 2018 et du décret du 14 mars 2019 ou prises en vertu de ceux-ci demande immédiatement au directeur du lieu de privation de liberté d'y mettre fin et en informe par écrit le fonctionnaire dirigeant et le ministre.

##### Section 2. — Avis et recommandations

**Art. 18.** Les avis et recommandations sont rendus au nom de la commission de surveillance, sans indication nominative.

Toutefois, un membre peut, s'il le souhaite, joindre un avis concordant ou discordant en son nom personnel.

Lorsqu'il s'agit d'une demande d'avis, la commission de surveillance se prononce dans un délai de deux mois à dater de la réception de ladite demande d'avis.

##### Section 3. — Conciliation

**Art. 19.** Le président est chargé de la mission de conciliation visée à l'article 74, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 18 janvier 2018 et l'article 122, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 14 mars 2019.

**Art. 20.** Le président consigne l'accord ou le constat de non-conciliation dans un procès-verbal signé par les parties. Celui-ci est transmis dans les meilleurs délais aux parties et, en cas de procédure de réclamation, au fonctionnaire dirigeant.

##### Section 4. — Rapport annuel

**Art. 21.** Le rapport annuel, visé à l'article 74, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 18 janvier 2018 et à l'article 122, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 14 mars 2019 est remis au ministre et au président du Parlement au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle couverte par le rapport.

#### CHAPITRE 5. — Modalités de rétribution

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. A l'exclusion du président, les membres de la commission de surveillance peuvent prétendre aux indemnités suivantes :

1<sup>o</sup> une indemnité de 25 euros par heure en cas de visite pour la visite et le déplacement ;

2<sup>o</sup> une indemnité forfaitaire de 50 euros pour tout autre tâche en lien avec la visite et le déplacement comme la rédaction de la fiche préparatoire et le rapport de visite.

3<sup>o</sup> une indemnité forfaitaire de 40 euros par réunion de travail ;

4<sup>o</sup> une indemnité couvrant les déplacements effectués en vue de la participation à une réunion ou à une visite de travail, consistant :

a) soit au prix d'un billet en deuxième classe, lorsque le déplacement est effectué en train ;

b) soit au prix d'un trajet de bus, tram ou métro, lorsque le déplacement est effectué en transport en commun ;

c) soit à l'indemnité kilométrique au sein des services du Gouvernement, lorsque le déplacement est effectué au moyen du véhicule personnel du membre.

§ 2. Les indemnités visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont versées trimestriellement, sur la base des déclarations de créance adressées au secrétariat général par les membres.

§ 3. Le montant des jetons de présence est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ce montant est rattaché à l'indice 138,01.

CHAPITRE 6. — *Disposition finale*

**Art. 23.** Le ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11917]

**3 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van de Toezichtcommissie voor de plaatsen waar jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, opgevangen worden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, artikel 87, § 1;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 78;

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschapscentrum), van uithandengegeven jongeren, artikel 126;

Gelet op het advies nr. 172 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, verleend op 15 januari 2019;

Gelet op de gendertest, op 8 februari 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 13 februari 2019;

Gelet op het overleg bepaald in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn;

Gelet op het advies nr. 65.508/2 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de Toezichtcommissie, opgericht bij artikel 73 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, en artikel 121 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschapscentrum), van uithandengegeven jongeren, voorgezeten door de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

Overwegende dat de twee bovengenoemde decreten bepalen dat het toezicht op openbare instellingen voor jeugdbescherming en gemeenschapscentra voor jongeren die met vrijheidsbeneming worden bestraft, aan een onafhankelijke toezichtcommissie moet worden toevertrouwd;

Overwegende dat de essentiële beginselen die van toepassing zijn op deze beroepsinstantie zijn vastgelegd in bovengenoemde decreten, maar dat het niettemin aan de regering is om deze aan te vullen, met name wat betreft de onverenigbaarheden die de onafhankelijkheid van haar leden, de benoemingsprocedure, de wijze van schadeloosstelling en de redenen voor het herroepen van de leden, alsook de procedureregels die in dit besluit zijn opgenomen, moeten waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "decreet van 18 januari 2018": het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

2° "decreet van 14 maart 2019": het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschapscentrum), van uithandengegeven jongeren;

3° "plaats van vrijheidsbeneming": elke openbare instelling voor jeugdbescherming in de zin van het decreet van 18 januari 2018 en elk gemeenschapscentrum dat de leiding heeft over jongeren die het voorwerp zijn geweest van een uithandengeving in de zin van het decreet van 14 maart 2019.

HOOFDSTUK 2. — *Samenstelling*

**Art. 2.** Er wordt een toezichtcommissie, ingesteld bij artikel 73 van het decreet van 18 januari 2018 en artikel 121 van het decreet van 14 maart 2019 samengesteld, naast de algemeen afgevaardigde die ze voorziet, uit zes leden:

1° een jeugdmagistraat van het gerecht;

2° een advocaat;

3° een arts gespecialiseerd in de kinder- en jeugdpsychiatrie;

4° een houder van een master in de psychologische wetenschappen;

5° een houder van een master in de criminologie;

6° een houder van een master in de opvoedingswetenschappen.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid benoemd.

**Art. 3.** Om de leden van de toezichtcommissie te benoemen, organiseert het secretariaat een openbare oproep tot het indienen van kandidaturen.

Na afloop van deze oproep doet de regering het Parlement een lijst toekomen met haar voorstellen voor drie werkende mandaten en drie plaatsvervangende mandaten naar rata van twee kandidaten per te vervullen mandaat.

Vervolgens benoemt het Parlement de leden volgens de procedure die het vaststelt.

**Art. 4.** De leden van de toezichtcommissie hebben een strafblad dat vrij is van veroordelingen voor een misdaad of misdrijf.

Zij voegen bij hun kandidatuur een uittreksel uit het strafregister als bedoeld in de artikelen 595, lid 1, en 596, lid 2, van het Wetboek van Strafvordering, dat ten hoogste één maand oud is.

**Art. 5.** Lidmaatschap van de toezichtcommissie is onverenigbaar met het lidmaatschap als:

1° Europees commissaris, lid van een federale, gewestelijke of gemeenschapsregering, provinciegouverneur, provinciale gedeputeerde, lid van een college van burgemeester en schepenen;

2° lid van het kabinet van een mandaathouder als bedoeld in 2°;

3° lid van het Europees Parlement, lid van een federale, gewestelijke of gemeentelijke parlementaire vergadering, provincieraadslid, gemeenteraadslid of raadslid voor sociale actie;

4° attaché van een mandaathouder als bedoeld in 4°;

5° ambtenaar van de regeringsdiensten, al dan niet gedetacheerd;

6° lid van een openbare of erkende dienst die bij of krachtens het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019 is ingesteld;

7° lid van de beroepsinstantie bedoeld in het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019.

Het lid van de toezichtcommissie mag niet strafrechtelijk zijn veroordeeld op grond van een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, mag geen lid zijn van een politieke instantie, vereniging, partij of groepering die blijk geeft van kennelijke vijandigheid of die strafrechtelijk is veroordeeld op grond van een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak tegenover de beginselen van de democratie, zoals die met name zijn neergelegd in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, door de Aanvullende Protocollen bij dit Verdrag die in België van kracht zijn, door de Grondwet, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd en door het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

**Art. 6.** Het Parlement kan de ambtstermijn van een lid van de toezichtcommissie beëindigen of hem ontslaan volgens een door het Parlement vastgestelde procedure.

Indien een lid van de toezichtcommissie in de loop van zijn ambtstermijn ontslag indient of om welke reden dan ook ophoudt lid te zijn, doet de regering het Parlement een lijst toekomen met haar voorstellen voor de vervanging van twee kandidaten voor de ambtstermijn.

Het Parlement benoemt dit lid vervolgens volgens de procedure die het vaststelt.

Het aldus benoemde lid voleindigt de ambtstermijn van de persoon die hij vervangt.

### HOOFDSTUK 3. — *Werking*

**Art. 7.** Het voorzitterschap van de vergaderingen van de toezichtcommissie wordt waargenomen door de algemeen afgevaardigde.

De voorzitter organiseert, leidt en besluit de debatten.

Hij motiveert de in samenwerking met het secretariaat uitgebrachte adviezen.

De toezichtcommissie benoemt uit haar midden een ondervoorzitter.

**Art. 8.** Het secretariaat van de toezichtcommissie wordt verzorgd door een ambtenaar van de regeringsdiensten.

In overleg met de voorzitter is het secretariaat belast met:

1° de vaststelling en het houden van de agenda van de vergaderingen, de verificatie van de quorumregels en het opstellen van de notulen;

2° ervoor te zorgen dat de redenen voor de uitgebrachte adviezen vermeld worden;

3° indien van toepassing, het waarborgen van de naleving van het huishoudelijk reglement.

**Art. 9.** De toezichtcommissie beraadslaagt enkel geldig indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

**Art. 10.** De toezichtcommissie beslist bij gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 11.** De toezichtcommissie kan voor elk agendapunt besluiten om alle personen te horen die zij nuttig acht voor haar besluit en een beroep te doen op de diensten van onafhankelijke deskundigen.

**Art. 12.** 1. De leden van de toezichtcommissie onthouden zich van enige deelname aan beraadslagingen, bezoeken of bemiddelingsprocedures waarbij zij een persoonlijk belang hebben of waarbij hun echtgenoot, ouders of bondgenoten tot en met de derde graad een dergelijk belang hebben.

**Art. 13.** In geval van verhindering of afwezigheid van een lid wordt dit lid vervangen door zijn plaatsvervanger.

In geval van verhindering of afwezigheid van de voorzitter of in afwachting van zijn vervanging, worden zijn opdrachten uitgeoefend door de ondervoorzitter.

**Art. 14.** De toezichtcommissie stelt haar huishoudelijke reglement vast, waarin haar werkingsregels worden vastgelegd.

Een exemplaar van het huishoudelijk reglement wordt aan de minister toegezonden.

#### HOOFDSTUK 4. — *Opdrachten*

##### *Afdeling 1. — Controle en bezoeken*

**Art. 15.** De toezichtcommissie bepaalt in haar huishoudelijke reglement de verdeling van de bezoeken over de leden en de maximumtermijn gedurende welke een lid dezelfde plaats van vrijheidsbeneming mag bezoeken.

**Art. 16.** Het lid van de toezichtcommissie stelt bij elk bezoek een verslag op.

De verslagen van de bezoeken worden bijgehouden door het secretariaat.

**Art. 17.** Het lid van de toezichtcommissie dat een ernstige disfunctie of schending van de bepalingen van het decreet van 18 januari 2018 en het decreet van 14 maart 2019 of van het besluit van 14 maart 2019 of op grond daarvan genomen, vaststelt, verzoekt onmiddellijk de directeur van de plaats van vrijheidsbeneming om een einde te maken aan die disfunctie of schending en stelt de leidend ambtenaar en de minister hiervan schriftelijk in kennis.

##### *Afdeling 2. — Adviezen en aanbevelingen*

**Art. 18.** De adviezen en aanbevelingen worden namens de toezichtcommissie uitgebracht, zonder vermelding van de namen.

Een lid kan echter, indien hij dat wenst, namens zichzelf een eenstemmig of onenigheidsbericht bijvoegen.

In geval van een verzoek om advies neemt de toezichtcommissie binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek om advies een besluit.

##### *Afdeling 3. — Bemiddeling*

**Art. 19.** De Voorzitter is belast met de bemiddelingsopdracht bedoeld in artikel 74, eerste lid, 3°, van het decreet van 18 januari 2018 en artikel 122, eerste lid, 3°, van het decreet van 14 maart 2019.

**Art. 20.** De voorzitter legt de overeenstemming of de vaststelling van de niet-overeenstemming vast in een door de partijen ondertekend verslag. Het wordt zo spoedig mogelijk aan de partijen en, in geval van een klachtenprocedure, aan de leidend ambtenaar toegezonden.

##### *Afdeling 4. — Jaarverslag*

**Art. 21.** Het jaarverslag, bedoeld in artikel 74, eerste lid, 4°, van het decreet van 18 januari 2018 en in artikel 122, eerste lid, 4°, van het decreet van 14 maart 2019, wordt uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarop het verslag betrekking heeft, aan de minister en aan de voorzitter van het Parlement voorgelegd.

#### HOOFDSTUK 5. — *Retributieregels*

**Art. 22.** § 1. Met uitzondering van de voorzitter kunnen de leden van de Toezichtcommissie de volgende vergoedingen eisen:

1° een vergoeding van 25 euro per uur in geval van een bezoek voor het bezoek en de verplaatsing;

2° een vaste vergoeding van 50 euro voor elke andere opdracht in verband met het bezoek en de verplaatsing, zoals het opstellen van de voorbereidende fiche en het verslag van het bezoek;

3° een vaste vergoeding van 40 euro per werkvergadering;

4° een reiskostenvergoeding voor deelname aan een vergadering of werkbezoek, die bestaat uit

*a)* hetzij de betaling van een biljet in tweede klas, indien de verplaatsing met de trein wordt gemaakt;

*b)* hetzij de betaling van een biljet van een bus, tram of metro, wanneer de verplaatsing met het openbaar vervoer wordt gemaakt;

*c)* hetzij op de kilometervergoeding binnen de regeringsdiensten, wanneer de verplaatsing met het eigen voertuig van het lid wordt gemaakt.

§ 2. De in het eerste lid bedoelde vergoedingen worden elk kwartaal betaald op basis van de declaraties die de leden aan het Secretariaat-Generaal toezenden.

§ 3. Het bedrag van het presentiegeld is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer 138,01.

#### HOOFDSTUK 6. — *Slotbepaling*

**Art. 23.** De minister bevoegd voor jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd,  
Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE